



**Initiative for Policy Dialogue et Friedrich-Ebert-Stiftung New York
Document de travail - Septembre 2013**

Les Manifestations dans le Monde 2006-2013 *Sommaire Exécutif*

**Isabel Ortiz
Sara Burke
Mohamed Berrada
Hernán Cortés**

Septembre 2013

*Le document entier peut être téléchargé de IPD à policydialogue.org/programs/taskforces/global_social_justice/
ou de FES à fes-globalization.org/new_york/ny-publications/publications-on-global-economic-governance/.
Nous encourageons la distribution à travers sites web et blogs; Le sommaire exécutif et le document de travail
peuvent être distribués sans modifications et avec citation des auteurs, de leurs institutions ainsi qu'un lien
cliquable vers l'original.*

Cette étude datée Septembre 2013 analyse 843 manifestations prenant place entre Janvier 2006 et Juillet 2013 dans 84 pays, couvrant plus de 90% de la population mondiale. Le document se concentre sur : (i) les principales doléances des manifestants de par le monde (ii) qui manifestent, quelles méthodes ils utilisent et qui ils opposent (iii) les accomplissements et la répression des mouvements sociaux dans le court terme, et (iv) les principales demandes des manifestants en termes de politiques. Le document appelle les législateurs à écouter ces messages, qu'ils soient articulés ou qu'ils expriment une frustration et de la violence.

Ces dernières années le monde a été bouleversé par les manifestations. Du printemps Arabes aux « *indignados* », de « Occupy » aux émeutes de la faim. Il y'a des périodes dans l'histoire où un large nombre de personnes se révoltent face au statut quo, demandant un changement, comme en 1948, 1917 ou 1968 ; nous vivons aujourd'hui une autre période de croissance du mécontentement et de l'indignation, ainsi que certaines des plus larges manifestations de l'histoire.

Notre analyse de 843 événements de manifestations reflète une croissance annuelle stable de leur nombre de par le monde, de 2006 (59 manifestations) au milieu de l'an 2013 (112 manifestations sur la moitié d'une année). Après le déclenchement de la crise économique et financière internationale, on constate une croissance majeure des manifestations à partir de 2010 avec l'adoption de mesures d'austérité à travers le monde. Les manifestations sont plus importantes dans les pays à haut revenu (304 manifestations), suivi de l'Amérique latine et des Caraïbes (141 manifestations), L'Asie de l'est et le Pacifique (83 manifestations) et l'Afrique Subsaharienne. L'analyse de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (77 manifestations) montre que celles-ci étaient déjà importantes avant le printemps Arabe. La majorité des émeutes violentes relevés dans cette étude se déroulent dans les pays à faible revenu (48% des émeutes), principalement dues à l'inflation des prix alimentaires et énergétiques dans ces pays. Il est à noter que la période 2006-2013 reflète une croissance des manifestations mondiales (70 événements), organisées à travers plusieurs régions.

Les principales doléances et causes d'indignation sont :

- **Justice économique et anti austérité** : 488 manifestations relatives, aux problèmes de la réforme des services publics, à la justice fiscale, à l'emploi/hausse des salaires/conditions de travail, à l'inégalité, à la pauvreté/faible niveau de vie, à la réforme agraire et des terres, à la réforme des retraites, aux prix élevés de l'énergie et des combustibles, aux prix élevés des denrées alimentaires, et au logement.
- **Échec de la représentation politique et des systèmes politiques** : 376 manifestations dues, au manque de démocratie réelle, à la dérégulation et la privatisation, à la corruption, à l'échec de délivrance du système judiciaire, à la transparence et la responsabilité publique, à la surveillance des citoyens, et contre la guerre/le complexe militaro-industriel.
- **Justice Mondiale** : 311 manifestations, contre le FMI et autres institutions financières internationales (IFI), pour la justice environnementale et les biens communs mondiaux, et contre l'impérialisme, le libre-échange et le G20.
- **Droits des personnes** : 302 manifestations relatives aux droits ethniques/indigènes/raciaux, au droit aux biens communs (numériques, agraires, culturels, atmosphériques), aux droits du travail, aux droits des femmes, au droit à la liberté d'assemblée/de la parole/de la presse, aux problèmes religieux, aux droits lesbien/gay/bisexuel/transsexuel (LGBT), aux droits des immigrants, aux droits de prisonniers. Dans une moindre mesure certaines manifestations représentent un déni de ces droits à certains groupes (immigrants, gays ...)

Bien que l'envergure des demandes liées à la justice économique a des implications majeures, le résultat le plus révélateur de cette étude est l'écrasante demande (218 manifestations), non pas pour la justice économique directement, mais à l'encontre de ce qui empêche d'aborder ces problèmes économiques : un manque de « démocratie réelle ». Ceci est le résultat d'une prise de conscience croissante de la part des populations que les politiques mises en place ne leur accordent pas la priorité –quoi qu'en disent les discours– et la frustration face au statut quo et au manque de crédibilité des acteurs politiques traditionnels de gauche comme de droite. Cette demande et la crise de représentation politique qu'elle exprime est observée dans l'ensemble des systèmes politiques, dans les gouvernements autoritaires, mais également les démocraties représentatives qui peinent à écouter les besoins et points de vues du citoyen ordinaire.

Un profil de ces manifestants révèle que les manifestants ne se limitent pas aux acteurs traditionnels (activistes, syndicats ...); au contraire, classes moyennes, jeunes, personnes âgées et autres groupes sociaux manifestent activement dans la plupart des pays en raison du manque de confiance et de la désillusion avec le système politique et économique courant. Ils sont de plus en plus nombreux à joindre les activistes de toutes sortes de mouvements, non seulement lors des marches et ralliements (méthode de manifestation civil la plus commune, observée dans 437 événements), mais dans un nouveau cadre de manifestations incluant désobéissance civile, blocages de routes et occupations des espaces publics pour accroître la visibilité de leurs demandes (219 occupations d'espace public relevées). La période couverte par cette étude capture également l'apparition d'une nouvelle ère de désobéissance civile et action directe menée par les hackers informatiques et les lanceurs d'alertes qui rendent publiques un nombre massif de données publiques et privées. Violence et vandalisme n'apparaissent que dans 75 événements, ou 8,9% des manifestations mondiales, à l'encontre de certaines idées reçues. Bien que rares, 33 événements montrent l'usage de méthodes désespérées tels que grèves de la faim et violences infligées à soi-même (immolation, manifestants cousant leur propre lèvres...).

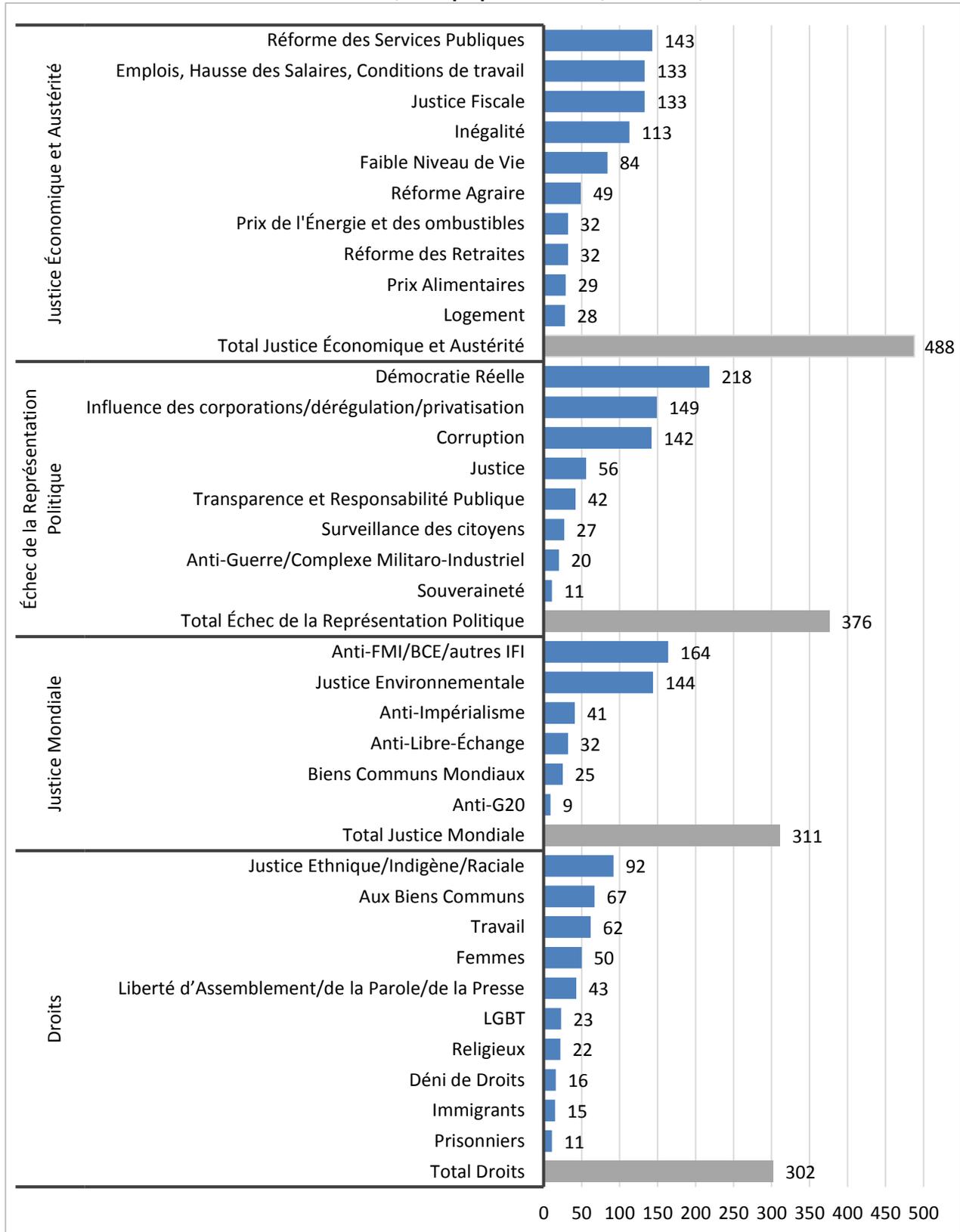
A qui s'opposent ces manifestants ? Une analyse des principales manifestations de la période 2006-2013 montre que les manifestants adressent leurs doléances principalement à leur gouvernement, dans la mesure où il représente l'institution légitimant les politiques et qui devraient répondre aux citoyens. Les manifestants demandent que les décideurs politiques prennent les mesures économiques, sociales et environnementales qui doivent bénéficier à tous, non à une minorité, et qu'ils y soient tenus publiquement responsables. Cependant, les manifestations contre ce système économique et politique inadéquat apparaissent secondes en importance, laissant place au mécontentement avec le fonctionnement des démocraties actuelles et les demandes pour une démocratie réelle. Les manifestants opposent également, par ordre d'importance : les entreprises/employeurs, le FMI, les élites, le secteur financier, la Banque Centrale Européenne, les militaires et les forces de police, le libre-échange, les puissances économiques/militaires (Chine, UE, USA...), le G20, la Banque Mondiale, des partis politiques spécifiés, certains groupes sociaux (Gens du voyage, Homosexuels, Immigrants...) et, dans quelques cas, les autorités religieuses.

Non seulement le nombre de manifestations est en croissance, mais également le nombre de manifestants. Les estimations de foules suggèrent que 37 événements ont rassemblé plus d'un millions de personnes ; certains pourraient être les plus grandes de l'histoire (100 millions en Inde en 2013, 17 millions en Egypte en 2013). Près de 63% des événements étudiés dans ce document n'achèvent pas leurs demandes ou doléances dans le court terme. Ce résultat est balancé par le fait que, plusieurs mouvements sont engagés sur des changements structurel de longue haleine qui pourraient voir un résultat à long terme. Quelque 37% de ces manifestations arrivent à un achèvement, principalement dans les domaines politique, juridique et des droits sociaux – les problèmes mondiaux et la justice économique apparaissent comme les domaines où une avancée est la plus difficile à obtenir.

La répression est documentée dans plus de la moitié des manifestations analysées dans cette étude. Selon les rapports des médias, les manifestations qui ont générées le plus d'arrestations furent en Iran, dans le royaume Uni, en Russie, au Chili, en Malaisie, aux Etats-Unis, au Canada et au Cameroun ; les plus de décès furent au Kirghizistan, en Egypte et au Kenya ; le plus de blessés en Egypte, en Thaïlande et en Algérie. L'étude montre également une certaine préoccupation face à un mode de répression n'impliquant pas de violence physique : la surveillance. Nous devons noter que si les arrestations et la surveillance sont le fait de la répression menée par les gouvernements, une partie des blessés et décès peuvent résulter de violence entre différents groupes de manifestants.

Les mesures nécessaires au niveau national et international pour répondre aux doléances décrites dans cette étude sont liées à tous les domaines de politique publique ; de l'emploi, services publics et protection sociale à la taxation, la dette et le commerce. Les gouvernements doivent être à l'écoute des messages que la population leur adresse en manifestant. Les réformes seraient cependant insuffisantes si les gouvernements ne garantissent pas la participation démocratique et limitent le pouvoir de élites, non seulement au niveau local et national mais également dans les institutions internationales. Les décideurs politiques ne feront qu'attirer plus de troubles s'ils ne donnent pas priorité à la plus importante des demandes exprimée de 2006 à 2013, celle d'une démocratie réelle.

Nombre de manifestations, Groupé par Doléance/Demande, 2006-2013*



Source: Ortiz, I., S. Burke, M. Berrada and H. Cortes. 2013. *World Protests 2006-2013*.

Initiative for Policy Dialogue et Friedrich-Ebert-Stiftung New York.

*Au 31 Juillet 2013